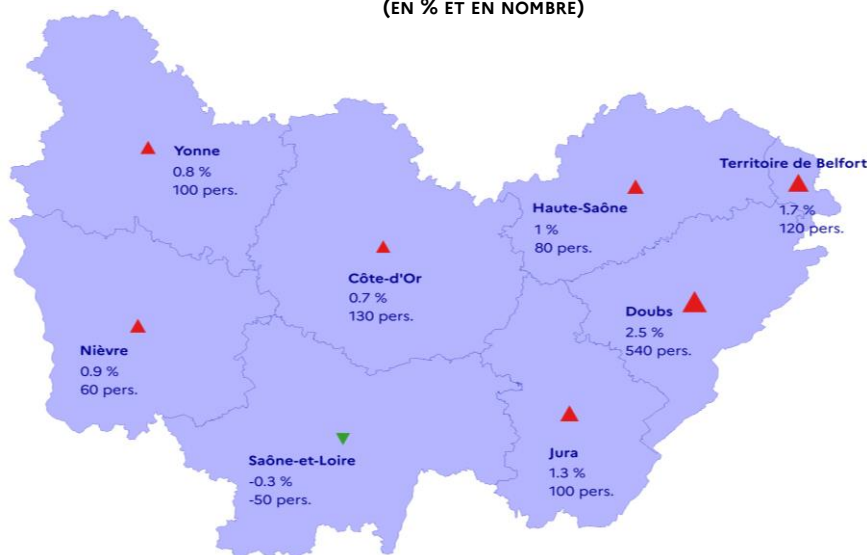


## MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS RÉGION BOURGOGNE - FRANCHE-COMTÉ

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 3<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2024  
(EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :  
+ 0,2 % par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre 2024

Source : France Travail-Dares, STMT

### Au deuxième trimestre 2024

L'emploi salarié (privé et public) demeure à un niveau élevé dans la région. Son niveau est quasi-stable par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2024 tout comme au niveau national. L'emploi salarié diminue dans les services marchands hors intérim (-0,2 %), en particulier dans l'hébergement-restauration. Il se replie également dans le commerce (-0,3 %), la consommation des ménages étant toujours atone. L'emploi salarié baisse une nouvelle fois dans la construction (-0,8 %). En revanche, il progresse dans l'industrie (+0,3 %). Sur un an, l'emploi salarié est stable dans la région tout comme en France. Le recours à l'intérim continue de diminuer (-1,7 %). Cette baisse concerne principalement la construction et le commerce. Après avoir augmenté en début d'année, le recours à l'activité partielle tend à diminuer. Le nombre de foyers bénéficiaires du RSA (environ 57 200) est moins élevé qu'il y a un an (-2 %, soit -1 150).

### Au troisième trimestre 2024

Le volume d'heures autorisées au titre de l'activité partielle qui traduit les anticipations des employeurs, est similaire au 2<sup>e</sup> trimestre 2024. Toutefois la mobilisation du dispositif est légèrement plus importante dans l'industrie et les services. Les défaillances d'entreprises sont plus nombreuses qu'il y a un an mais le nombre d'emplois menacés est moins élevé. Les créations d'entreprises restent bien orientées, comptabilisant près de 2 840 nouveaux entrepreneurs (hors micro-entrepreneurs). Sur le marché du travail, en raison d'une activité économique atone, le nombre de demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (catégories BC) chute et le nombre d'inscrits sans activité (catégorie A) augmente fortement (+1,1 %). Au total, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories ABC est stable comparativement au 2<sup>e</sup> trimestre 2024. Les hommes ont été plus nombreux à s'inscrire à France Travail puisque le nombre d'inscrits en catégorie A augmente de 1,5 % tandis que la demande d'emploi des femmes a progressé de 0,6 %. Les inscriptions à France Travail, bien qu'en baisse sur le trimestre, dépassent le flux de sorties. Autre signe d'une conjoncture plutôt morose, les entrées suite à un licenciement économique augmentent tandis que les sorties pour reprise d'emploi et les entrées en stage reculent.

### CHIFFRES CLÉS

#### DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DONNÉES CVS)

Cat. A : 102 190 (+ 1,1 % sur un trim.)  
Cat. B, C : 93 830 (- 1,0 % sur un trim.)  
Cat. A, B, C : 196 010 (0,0 % sur un trim.)

#### TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

6,5 % au 2<sup>ème</sup> trimestre 2024  
- 0,1 pt par rapport au 1<sup>er</sup> Trim. 2024  
(France métropolitaine : 7,1 % ; - 0,1 pt)

#### EMPLOI SALARIÉ

994 710 au 2<sup>ème</sup> trimestre 2024  
- 0,1 % par rapport au 1<sup>er</sup> Trim. 2024

#### RECOURS À L'INTÉRIM

32 930 intérimaires au 2<sup>ème</sup> trimestre 2024  
- 1,7 % par rapport au 1<sup>er</sup> Trim. 2024

Directeur de la publication : Simon-Pierre Eury

Conception et réalisation : Service Études Statistiques Évaluation (SESE)

Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS)  
de Bourgogne-Franche-Comté - 5 place Jean Cornet - 25041 Besançon Cedex

[www.bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr](http://www.bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr)

Pour toute demande d'information : [dreets-bfc.statistiques@dreets.gouv.fr](mailto:dreets-bfc.statistiques@dreets.gouv.fr)

3<sup>ème</sup> Trimestre 2024

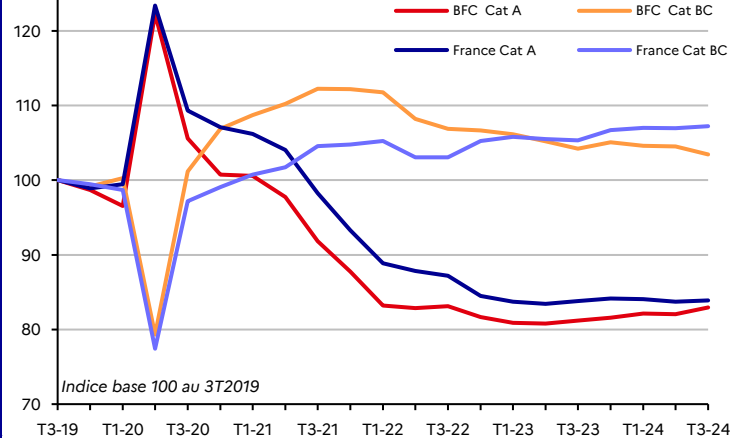
# La demande d'emploi

## Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois			
	T3 2024	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
<b>Bourgogne-Franche-Comté :</b>			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	102 190	+1,1	+2,1
Catégories B, C	93 830	-1,0	-0,7
Catégories A, B, C	196 010	0,0	+0,7
<b>France métropolitaine :</b>			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	2 814 000	+0,2	+0,1
Catégories B, C	2 309 700	+0,3	+1,8
Catégories A, B, C	5 123 700	+0,2	+0,9

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à France Travail(1) - Catégories A et BC (série CVS-CJO)



Données CVS-CJO	BFC			France	
	T3 2024	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
<b>Catégorie A</b>					
<b>Hommes</b>	53 860	+1,5	+3,6	+0,4	+0,8
< 25 ans	7 920	+1,7	+3,1	-0,7	+1,9
25 - 49 ans	30 600	+1,5	+4,0	+0,3	+0,4
50 ans et plus	15 340	+1,5	+2,9	+1,1	+1,0
<b>Femmes</b>	48 320	+0,6	+0,6	0,0	-0,6
< 25 ans	6 710	-0,4	+0,6	-1,2	-0,1
25 - 49 ans	27 820	+0,5	+0,6	0,0	-0,8
50 ans et plus	13 790	+1,1	+0,4	+0,5	-0,5
<b>Total</b>	102 190	+1,1	+2,1	+0,2	+0,1
< 25 ans	14 630	+0,7	+2,0	-0,9	+0,9
25 - 49 ans	58 420	+1,0	+2,4	+0,1	-0,2
50 ans et plus	29 140	+1,4	+1,7	+0,8	+0,3

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T3 2024	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
<b>Catégories A, B, C</b>					
<b>Hommes</b>	96 550	+0,2	+2,0	+0,3	+1,8
< 25 ans	13 530	+0,1	+2,0	+0,2	+3,0
25 - 49 ans	56 970	-0,2	+1,5	+0,2	+1,5
50 ans et plus	26 050	+0,9	+2,8	+0,7	+1,8
<b>Femmes</b>	99 470	-0,1	-0,4	+0,1	0,0
< 25 ans	12 120	+0,2	+1,0	-0,3	+0,6
25 - 49 ans	57 860	-0,3	-1,0	+0,1	-0,2
50 ans et plus	29 490	+0,4	+0,1	+0,3	+0,1
<b>Total</b>	196 010	0,0	+0,7	+0,2	+0,9
< 25 ans	25 640	+0,1	+1,5	0,0	+1,9
25 - 49 ans	114 830	-0,2	+0,3	+0,1	+0,6
50 ans et plus	55 540	+0,6	+1,4	+0,5	+0,9

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

(1) L'opérateur France Travail était jusqu'au 31 décembre 2023 l'opérateur Pôle emploi.

Depuis 2018, la publication commune Dares-France Travail est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois. En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

### Les catégories de demandeurs d'emploi :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

## Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T3 2024	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
<b>Catégories A, B, C</b>					
<b>Moins de 1 an</b>	<b>109 440</b>	<b>-0,2</b>	<b>+1,4</b>	<b>+0,1</b>	<b>+0,7</b>
<b>DELD :</b>					
1 à 2 ans	38 280	+0,2	+3,3	+0,5	+5,4
2 à 3 ans	17 540	+3,2	+3,4	+2,5	+6,6
3 ans et plus	30 750	-1,0	-5,8	-0,9	-6,7
<b>Total DELD</b>	<b>86 570</b>	<b>+0,4</b>	<b>-0,1</b>	<b>+0,4</b>	<b>+1,0</b>
<b>Part des DELD</b>	<b>44,2%</b>	<b>+0,2 pt</b>	<b>-0,3 pt</b>	<b>+0,0 pt</b>	<b>+0,0 pt</b>

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

## Les demandeurs d'emploi indemnisés

Données brutes provisoires	T2		Moyenne annuelle	
	2024	2024	2024	2023
Assurance chômage	85 250	88 180	85 020	
Solidarité - Etat	8 200	8 290	8 930	
Autres	2 400	2 480	2 230	
<b>Total DE indemnisés</b>	<b>95 850</b>	<b>98 950</b>	<b>96 180</b>	
Formation	5 750	6 210	7 310	
<b>Part des DE indemnisés* :</b>				
<b>BFC</b>	46,4%			

Source : France Travail

\*Part des DE indemnisés : Total des Demandeurs d'Emploi indemnisés / DEFM de Cat. A, B, C, D, E en données brutes

Avertissement : conformément à la méthodologie utilisée par France Travail pour le calcul des demandeurs d'emploi indemnisés, les dernières données sont des estimations. Elles sont rendues définitives en glissement annuel avec un recul de 6 mois.

## Les flux d'entrées à France Travail par motif

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T3 2024	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
<b>Catégories A, B, C</b>					
Fin de contrat	3 450	+3,0	-1,7	+2	-0,9
Fin de mission d'intérim	1 540	-4,3	-6,7	-3	-6,9
Démission	1 110	-4,3	-5,1	-5	-3,0
Rupture conventionnelle	1 220	-3,9	-3,2	-4	-4,5
Licenc. économique	450	+15,4	+50,0	+6	+27,8
Autre licenciement	1 210	-4,7	0,0	-4	0,0
Première entrée <sup>(1)</sup>	860	-2,3	-7,5	0	-7,2
Retour d'inactivité <sup>(2)</sup>	3 320	-12,2	-13,3	-14	-11,9
Réinscription rapide <sup>(3)</sup>	3 290	-10,4	-7,1	-8	-2,3
Autre motif <sup>(4)</sup>	1 430	+5,1	+8,3	-2	+8,0
Motif indéterminé	1 610	-0,6	-1,8	+2	+6,3
<b>Total</b>	<b>19 480</b>	<b>-4,3</b>	<b>-4,3</b>	<b>-5</b>	<b>-2,7</b>

(1) Inscription à France Travail d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

## Les flux de sorties à France Travail par motif

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T3 2024	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
<b>Catégories A, B, C</b>					
Reprise d'emploi déclaré <sup>(1)</sup>	2 360	-16,0	-16,0	-9,4	-9,5
Entrée en stage ou formation	1 990	-11,2	-8,7	-7,3	-9,6
Arrêt de recherche**	1 830	-2,7	-6,6	+0,9	+0,4
dont maladie	1 130	-4,2	-5,0	+0,4	+4,1
Cessation d'inscription					
pour défaut d'actualisation	9 220	-2,3	-0,4	-4,2	+1,5
Radiation administrative	1 950	-1,5	-1,0	-2,9	-2,7
Autre cas <sup>(2)</sup>	1 570	-8,2	-4,3	-5,2	+3,3
<b>Total</b>	<b>18 930</b>	<b>-5,6</b>	<b>-4,5</b>	<b>-4,9</b>	<b>-2,0</b>

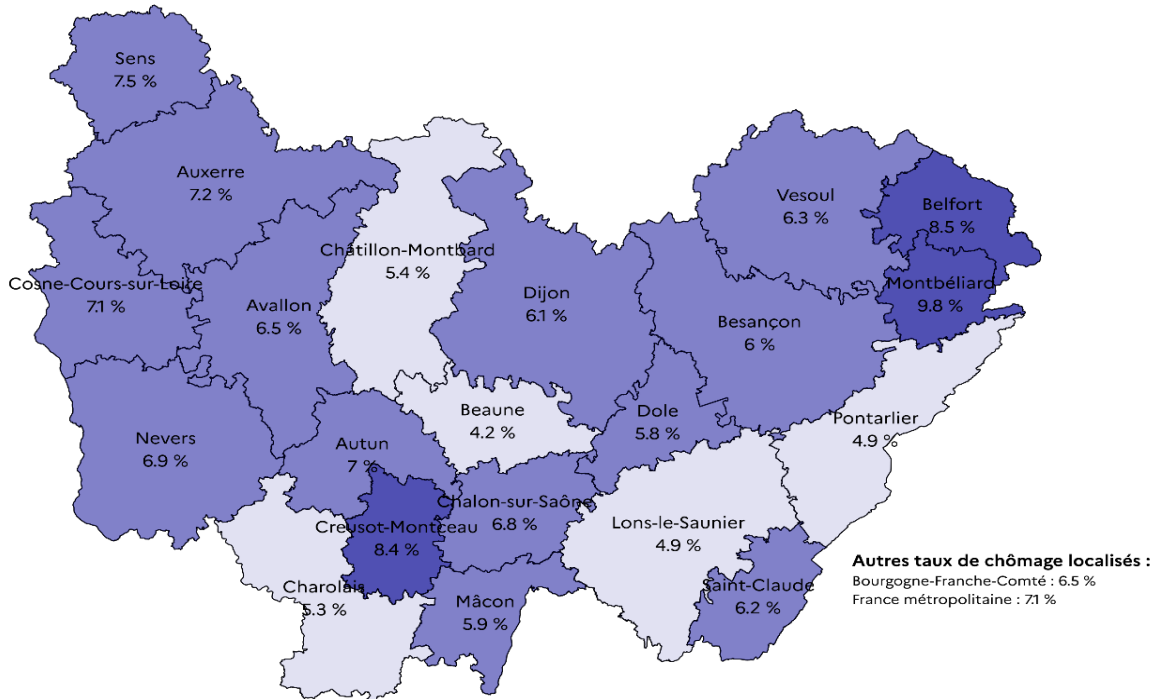
\*\*Maternité, maladie, retraite...

(1) Uniquement celles connues de France Travail.

(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

# Le taux de chômage par zone d'emploi

Taux de chômage localisés en moyenne sur le 2<sup>ème</sup> trimestre 2024



Source : Insee, Taux corrigés des variations saisonnières

# Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

## Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	BFC			France
	T3 2024	Cumul 2024	Var.(%)/cumul 23	Var.(%)/cumul 2023
<b>Contrats aidés (prescriptions) :</b>				
PEC dont :	614	1500	-33,9	-8,5
jeunes	210	465	-36,9	-9,9
seniors	175	457	-	-
bénéficiaires RSA	133	337	-	-
DELD	309	789	-	-
TH	96	275	-	-
résidents QPV	97	219	+2,8	+0,6
résidents ZRR	217	528	-41,5	-13,4
éducation nationale	45	57	-21,9	+2,9
CIE Jeunes	12	289	-75,2	-60,7
<b>Mesures d'accompagnement :</b>				
PACEA	2 510	6 965	-4,4	-8,2
dt résidents QPV	359	1 108	+9,1	nd
CEJ*	2 381	8 475	-0,2	-0,9
<b>Aides à l'embauche :</b>				
Emplois Francs**	150	485	+3,9	+0,2
<b>Alternance :</b>				
Contrat apprentissage (au 2T 2024)				
- secteur public	13	50	+100,0	+1,2
- secteur privé	814	2 190	-0,4	+11,1

Les données France sont des données France entière

nd : non disponible

\* Depuis le 01/03/2022, date de début du dispositif.

\*\* Données arrêtées à la semaine 39

## Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	BFC		France
	T3 2024	Var.(%)/trim. année précédente	Var.(%)/trim. année précédente
<b>Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :</b>			
PEC	1 452	-11,1	-2,2
<b>Mesures d'accompagnement :</b>			
PACEA	9 467	-15,7	-8,3
CEJ*	4 977	+9,8	nd
IAE (au 1T 2024)	7 885	-1,7	-3,1
dont ACI	3 207	-0,2	-0,7
dont AI	2 634	-1,7	-9,7
dont EI	1 071	+0,2	+1,1
dont ETTI	972	-8,4	-0,6

Sources des tableaux :

Entrées :

PEC (Parcours Emploi Compétence), CIE Jeunes, Emplois Francs : DGEFP

PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : ARML

(Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté, i-milo et DGEFP

CEJ (Contrat d'engagement jeune) : DGEFP

Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA)

IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

PEC : DARES

PACEA et CEJ : ARML de Bourgogne-Franche-Comté

IAE : ASP, traitement Dares

# Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	BFC			France
	T1 2024	Cumul 2024	Var.(%)/ cumul 23	Var.(%)/ cumul 2023
<b>IAE</b>	<b>2 288</b>	<b>2 288</b>	<b>-4,4</b>	<b>-5,4</b>
dont ACI	<b>832</b>	<b>832</b>	<b>-0,5</b>	<b>-3,5</b>
dont AI	<b>671</b>	<b>671</b>	<b>-2,9</b>	<b>-6,6</b>
dont EI	<b>296</b>	<b>296</b>	<b>-4,8</b>	<b>-3,4</b>
dont ETTI	<b>489</b>	<b>489</b>	<b>-12,1</b>	<b>-8,4</b>

Source : ASP, traitement Dares

IAE : Insertion par l'Activité Economique

ACI : Ateliers et Chantiers d'insertion

AI : Associations Intermédiaires

EI : Entreprises d'insertion

ETTI : Entreprises de Travail Temporaire d'Insertion

► De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie.

Il est d'usage de distinguer :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (France Travail, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux.

Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH)

En 2021, la dépense pour l'emploi en France a été de 183 milliards (soit 7,3 points de PIB), dont 80 milliards consacrés aux mesures d'allègement/exonération ou d'aide à l'emploi des personnes vulnérables, 61 milliards aux allocations chômage ou d'activité partielle, 24 milliards à la formation professionnelle, 10 milliards à l'incitation à l'activité et 6 milliards pour l'accompagnement des personnes en recherche d'emploi.

[Les dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail | DARES \(travail-emploi.gouv.fr\)](https://travail-emploi.gouv.fr/les-dépenses-en-faveur-de-l'emploi-et-du-marché-du-travail)

## Les entreprises

### Créations d'entreprises

Données brutes	BFC	
	T3 2024	Evol./T3 2023 (en %)
<b>Créations d'entreprises</b>	<b>8 197</b>	<b>+6,4</b>
dont :		
Entreprises individuelles	1 152	+3,9
Micro-entrepreneurs	5 355	+6,0
Sociétés	1 690	+9,2
<b>Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneur</b>	<b>2 842</b>	<b>+7,0</b>
dont :		
Industrie	392	+4,8
Construction	252	+21,7
Commerce	487	-2,0
Services	1 711	+8,4
<b>Total des créations sur 12 mois glissés</b>	<b>11 713</b>	<b>+5,6</b>

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

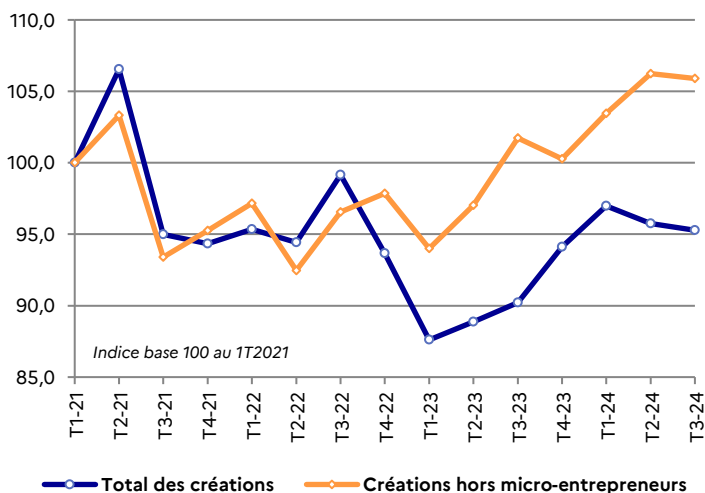
Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

#### Avertissement :

Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises.

Pour en savoir plus : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330#documentation>.

Evolution des créations d'entreprises (données CVS)



—●— Total des créations —●— Créations hors micro-entrepreneurs

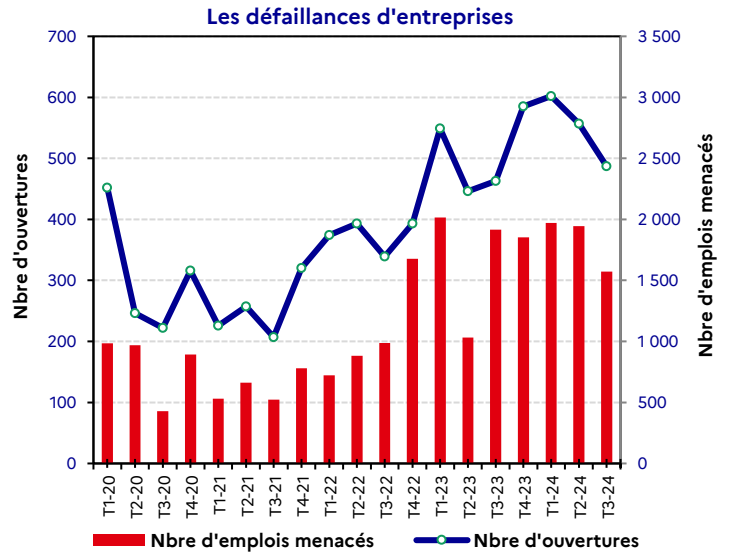
# Défaillances d'entreprises

Ouvertures de procédures	BFC	
	T3 2024	Evol./T3 2023 (en %)
<b>Nombre d'ouvertures de procédures</b>	<b>487</b>	<b>+5,2</b>
dont :		
Sauvegardes	8	+33,3
Redressements judiciaires	147	-4,5
Liquidations judiciaires directes	332	+9,6
dont :		
PME de 50 sal. et plus	s	s
<b>Nombre d'emplois menacés</b>	<b>1 571</b>	<b>-18,0</b>
dont :		
Agriculture	22	n.s.
Industrie	154	-58,3
Construction	340	+35,5
Commerce	532	+67,3
Services	523	-46,5
<b>Total des ouvertures sur 12 mois glissés</b>	<b>2 231</b>	<b>+20,5</b>

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE

n.s. : non significatif

s : secret statistique



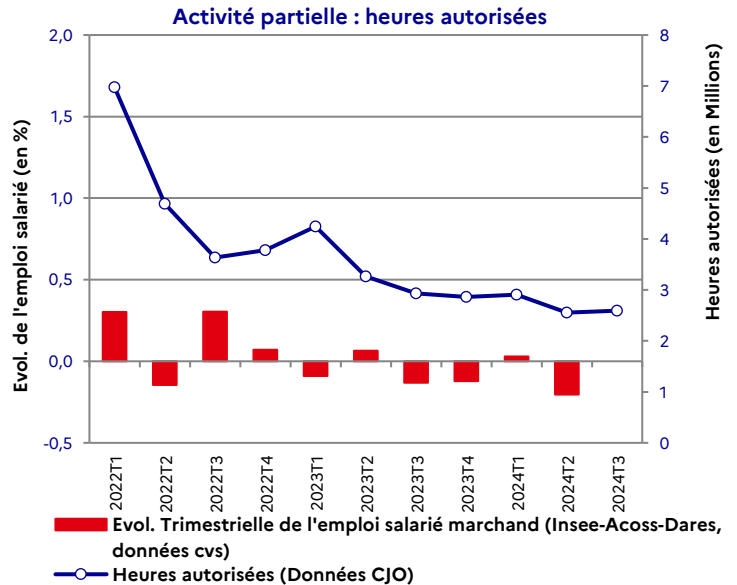
# Activité partielle

Données CJO*	BFC	
	T2 2024	T3 2024
<b>Heures autorisées</b>		
<b>Nombre de demandes en cours</b>	<b>484</b>	<b>366</b>
<b>Volume d'heures autorisées</b>	<b>2 554 687</b>	<b>2 589 879</b>
dont :		
Agriculture	3 415	6 041
Industrie	2 255 413	2 307 203
Construction	56 574	20 958
Commerce	47 170	30 786
Services	192 115	224 891
<b>Etablissements autorisés</b>	<b>433</b>	<b>342</b>
dont :		
étabs de 50 sal. et plus	145	116
<b>Nombre de salariés concernés**</b>	<b>30 531</b>	<b>27 932</b>
<b>Total heures autorisées 12 mois glissés</b>	<b>11 258 018</b>	<b>10 913 925</b>

Source : DARES/Dreets BFC

\* corrigées des effets des jours ouvrables

\*\* en moyenne sur le trimestre



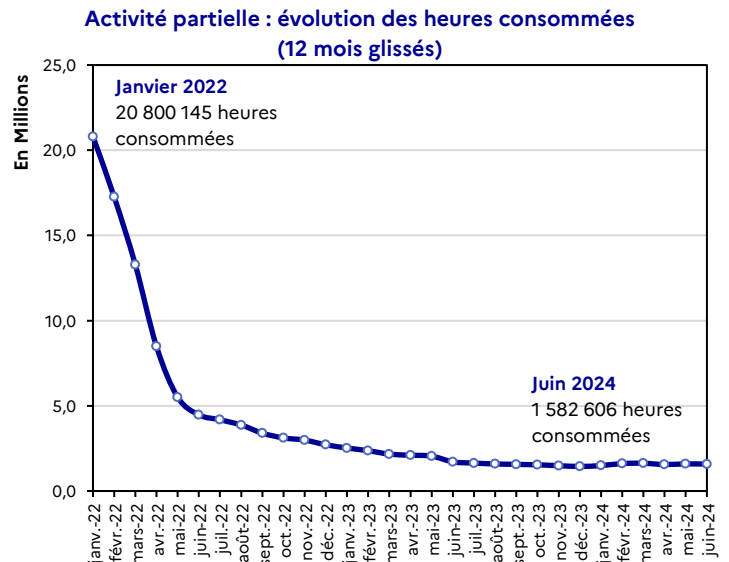
Heures consommées	BFC	
	T1 2024	T2 2024
<b>Nombre d'heures consommées*</b>	<b>655 582</b>	<b>307 261</b>
dont :		
Agriculture	518	1 773
Industrie	501 582	236 587
Construction	22 589	1 653
Commerce	17 546	14 869
Services	113 347	52 378
<b>Etabs ayant consommé des heures</b>	<b>320</b>	<b>253</b>
dont :		
étabs de 50 sal. et plus	95	81
<b>Nombre de salariés concernés**</b>	<b>7 855</b>	<b>4 286</b>
<b>Total heures consommées 12 mois glissés</b>	<b>1 629 134</b>	<b>1 582 606</b>

Source : DARES/Dreets BFC

\* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

\*\* en moyenne sur le trimestre

**Avertissement** : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées





# L'emploi salarié

## Effectifs salariés par secteur d'activité

### Avertissement :

Les estimations trimestrielles d'emploi sont révisées sur le passé car elles bénéficient de plusieurs changements méthodologiques. Les alternants sont désormais inclus explicitement dans les statistiques d'emploi salarié. Pour en savoir plus :

[https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Emploi\\_note](https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Emploi_note)

Bourgogne - Franche-Comté 2 <sup>ème</sup> trimestre 2024 (Données CVS)	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
		Trimestrielle		Annuelle			Trimestrielle		Annuelle	
	en nbre	en %	en nbre	en %	en nbre	en %	en nbre	en %		
<b>Agriculture</b>	17 980	-130	-0,7	-10	-0,0	18 120	-140	-0,8	-20	-0,1
<b>Industrie</b>	168 760	+460	+0,3	+970	+0,6	185 300	+390	+0,2	-750	-0,4
Industrie agro-alimentaire	28 010	+60	+0,2	+170	+0,6	30 830	+80	+0,3	+160	+0,5
Industries extractives, énergie, eau, déchets	11 990	+60	+0,5	+180	+1,5	12 560	+50	+0,4	+60	+0,5
Equipements élec. électron. info., autres machines	22 830	+20	+0,1	-100	-0,4	25 060	-10	-0,0	-440	-1,7
Matériels de transport	21 390	+450	+2,1	+360	+1,7	24 290	+400	+1,7	-60	-0,2
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	84 550	-120	-0,1	+350	+0,4	92 550	-130	-0,1	-470	-0,5
<b>Construction</b>	53 500	-440	-0,8	-1 000	-1,8	57 310	-560	-1,0	-1 260	-2,2
<b>Commerce ; réparation auto.</b>	126 490	-390	-0,3	-690	-0,5	128 970	-640	-0,5	-1 290	-1,0
<b>Services marchands</b>	242 360	-420	-0,2	+1 010	+0,4	251 340	-410	-0,2	+520	+0,2
Transports et entreposage	50 590	-30	-0,0	+150	+0,3	54 180	+20	+0,0	+20	+0,0
Hébergement et restauration	36 550	-320	-0,9	+290	+0,8	36 940	-260	-0,7	+330	+0,9
Information et communication	9 220	-30	-0,4	+20	+0,2	9 290	-70	-0,7	-20	-0,2
Services financiers	21 410	-70	-0,3	+170	+0,8	21 510	-100	-0,4	+150	+0,7
Services immobiliers	6 810	-100	-1,4	-490	-6,7	6 880	-100	-1,4	-490	-6,6
Services aux entreprises	76 460	-80	-0,1	+380	+0,5	81 040	-90	-0,1	+130	+0,2
Services aux ménages	41 300	+200	+0,5	+480	+1,2	41 490	+190	+0,5	+400	+1,0
<b>Services non marchands</b>	352 630	+410	+0,1	+3 090	+0,9	353 680	+460	+0,1	+3 140	+0,9
<b>Ensemble</b>	961 720	-510	-0,1	+3 380	+0,4	994 710	-900	-0,1	+340	+0,0
dont privé						749 230	-1 250	-0,2	-1 910	-0,3
dont public						245 480	+350	+0,1	+2 250	+0,9

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

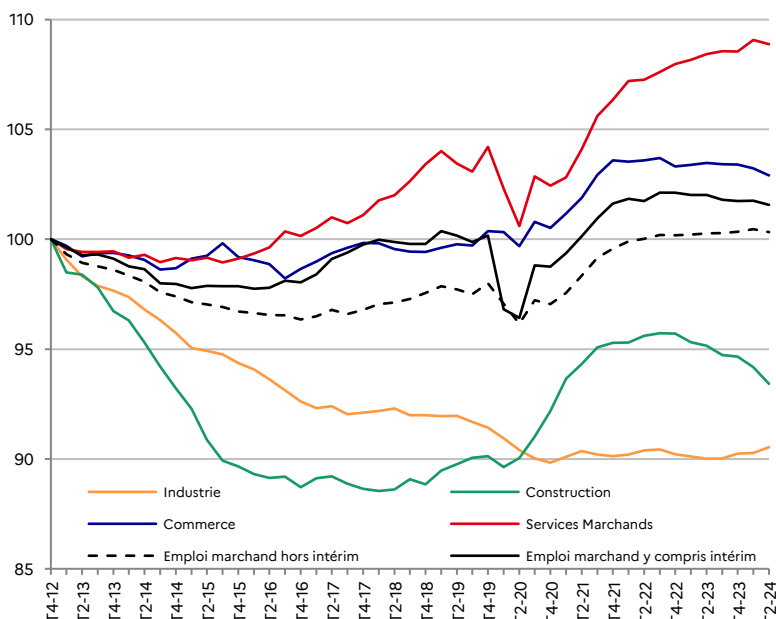
Traitement : Dreets BFC- SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire de la région qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre régional. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

## Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

### • dans les secteurs d'activité de la région

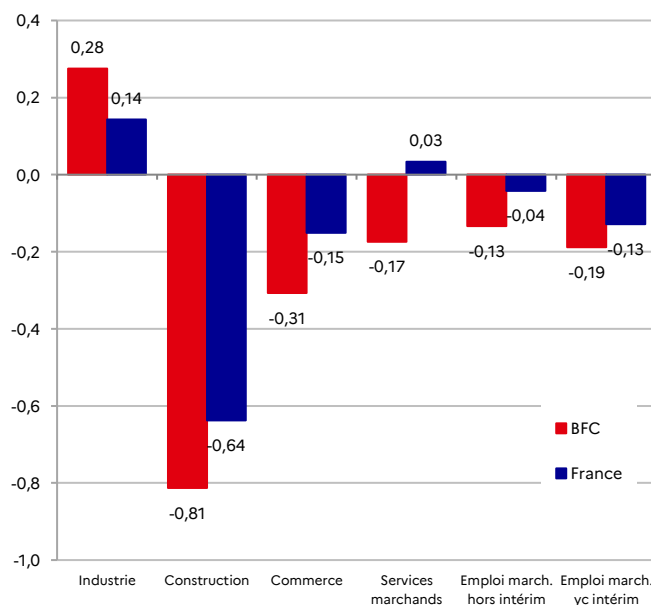
(base 100 au 31/12/2012)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

### • dans la région et au niveau national

(entre le 1<sup>er</sup> trim. et le 2<sup>ème</sup> trim. 2024, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

# Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Bourgogne - Franche-Comté		Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
<b>2ème trimestre 2024</b>						
<b>Embauches</b>		<b>8 461</b>	<b>3 697</b>	<b>18 266</b>	<b>152 526</b>	<b>182 950</b>
Répartition en %		4,6	2,0	10,0	83,4	100,0
dont en % :						
	CDD	52,3	47,3	66,8	89,8	84,9
	< 25 ans	32,5	29,8	52,3	24,6	27,8
	25 - 49 ans	48,1	52,1	33,6	46,9	45,7
	50 - 54 ans	7,0	5,7	4,1	9,1	8,4
	55 ans ou plus	10,6	8,2	8,8	18,1	16,6
	Femmes	40,6	10,2	57,4	63,5	60,7
<b>Sorties</b>		<b>9 176</b>	<b>4 390</b>	<b>18 305</b>	<b>152 348</b>	<b>184 219</b>
Répartition en %		5,0	2,4	10,0	83,3	100,0
dont en % :						
	Fins de CDD	30,0	26,8	49,8	85,3	77,6
	dont CDD < 1 mois	49,1	24,4	67,3	89,4	86,7
	Demissions	26,0	31,5	23,0	6,5	9,7
	Licenciements économiques	4,4	2,3	1,6	0,3	0,7
	Licenc. non économiques	12,6	13,3	7,6	2,5	3,7
	Retraite	8,0	3,6	2,0	0,7	1,3
	Ruptures Conventionnelles	6,8	9,5	4,2	1,1	1,9
	< 25 ans	23,9	26,8	46,1	23,3	25,7
	25 - 49 ans	45,2	51,8	36,5	47,2	46,1
	50 - 54 ans	8,2	6,3	4,8	9,2	8,6
	55 ans ou plus	21,3	11,9	11,6	19,2	18,4
	Femmes	37,9	11,3	56,8	63,5	60,3

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs

### Précautions d'utilisation

L'écart entre les entrées et les sorties mesuré chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acos et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

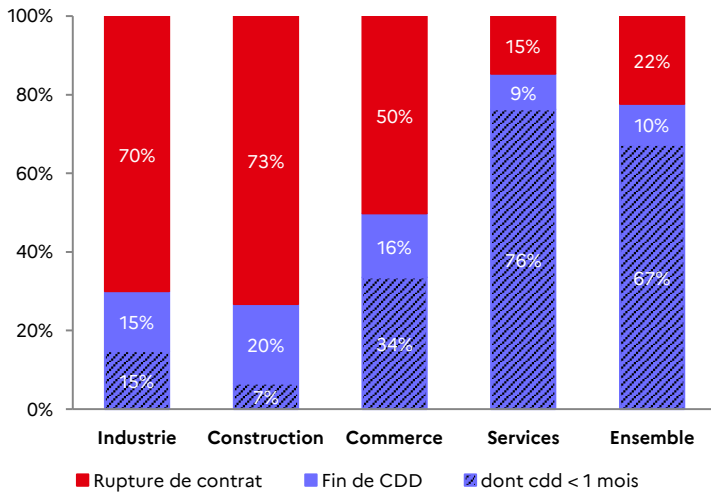
Pour en savoir plus :

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre>

Source : Dares, MMO-données brutes

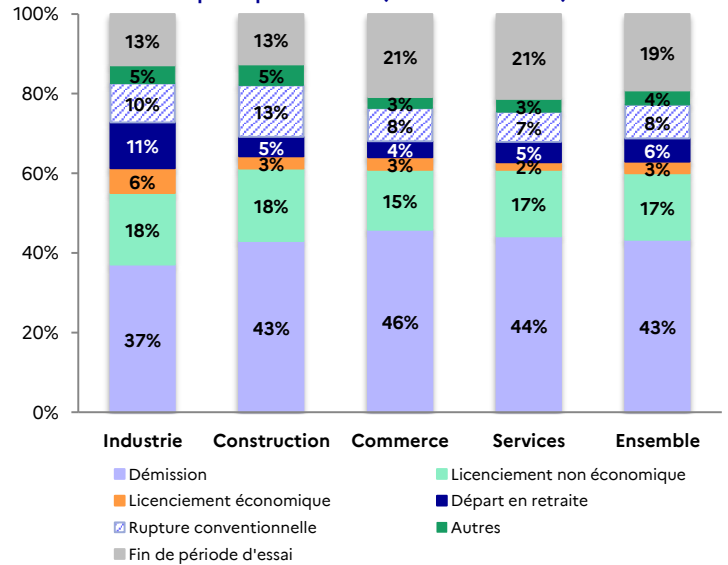
Lecture : Au 2ème trimestre 2024 parmi les embauches dans l'industrie 52,3 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 4,4 % des sorties des salariés de l'industrie contre 0,7 % tous secteurs confondus.

### Les motifs de sorties des salariés



Lecture : dans le commerce, 34 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.

### Les ruptures de contrats de travail selon les principaux motifs (hors fins de CDD)



Lecture : dans l'industrie, 37 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Bourgogne - Franche-Comté		< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
<b>2ème trimestre 2024</b>							
<b>Actifs en emploi (en %)</b>		<b>11,0</b>	<b>57,9</b>	<b>13,7</b>	<b>17,4</b>	<b>52,0</b>	<b>30,0</b>
<b>Embauches</b>		<b>50 930</b>	<b>83 682</b>	<b>15 451</b>	<b>30 454</b>	<b>111 134</b>	<b>31 300</b>
dont en % :							
	CDD	85,7	81,6	86,7	92,6	88,5	88,8
<b>Sorties</b>		<b>47 369</b>	<b>84 944</b>	<b>15 904</b>	<b>33 833</b>	<b>111 083</b>	<b>29 029</b>
dont en % :							
	Fins de CDD	76,7	75,9	81,1	82,0	82,8	81,4
	dont CDD < 1 mois	82,4	86,8	89,9	91,4	88,2	85,2
	Demissions	11,0	11,8	6,9	3,5	7,8	9,2
	Licenciements économiques	0,1	0,8	1,4	0,9	0,5	0,0
	Licenc. non économiques	5,3	3,3	3,5	2,6	2,7	3,7
	Retraite	0,0	0,0	0,0	7,0	0,9	0,0
	Ruptures Conventionnelles	0,8	2,7	2,3	1,1	1,5	0,6

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 92,6 % ont signé un CDD.

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2021, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)



# Le recours à l'intérim

## Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Bourgogne - Franche-Comté 2 <sup>ème</sup> trimestre 2024 <i>(Données CVS)</i>	Intérimaires en fin de trimestre <sup>(1)</sup>			Recours à l'intérim <sup>(2)</sup>		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre <sup>(3)</sup>			Durée moyenne des missions <sup>(4)</sup>	
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
Agriculture	150	-2,3	-2,3	0,8	-0,0	160	+6,7	-11,1	2,0	-0,2
Industrie	16 790	+0,1	-9,6	9,0	-0,9	16 550	+0,9	-8,7	2,6	0,0
Construction	3 980	-5,2	-9,3	6,9	-0,5	3 850	-5,9	-12,1	3,2	-0,1
Commerce	2 480	-7,5	-17,3	1,9	-0,4	2 680	-3,2	-12,7	1,6	-0,1
Services	9 540	-1,5	-7,1	3,8	-0,3	9 820	-1,8	-7,1	1,3	0,0
<b>Ensemble</b>	<b>32 930</b>	<b>-1,7</b>	<b>-9,5</b>	<b>5,1</b>	<b>-0,5</b>	<b>33 070</b>	<b>-1,1</b>	<b>-8,9</b>	<b>2,0</b>	<b>0,0</b>

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi-activité.

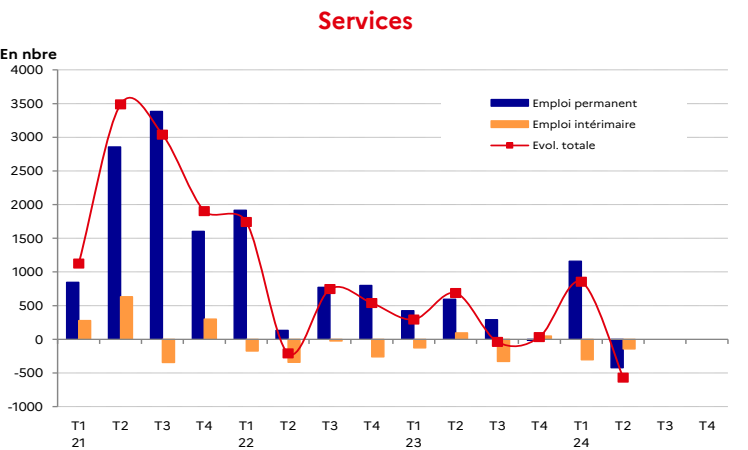
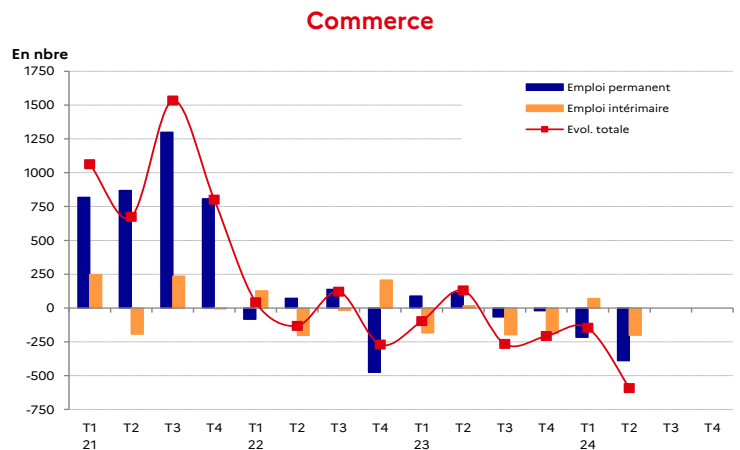
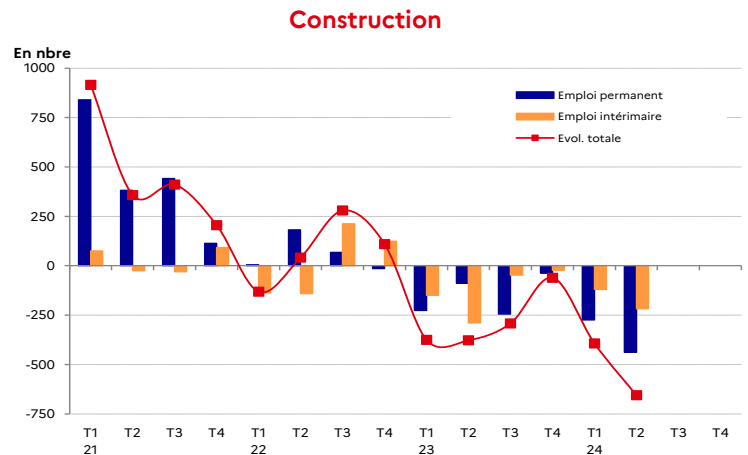
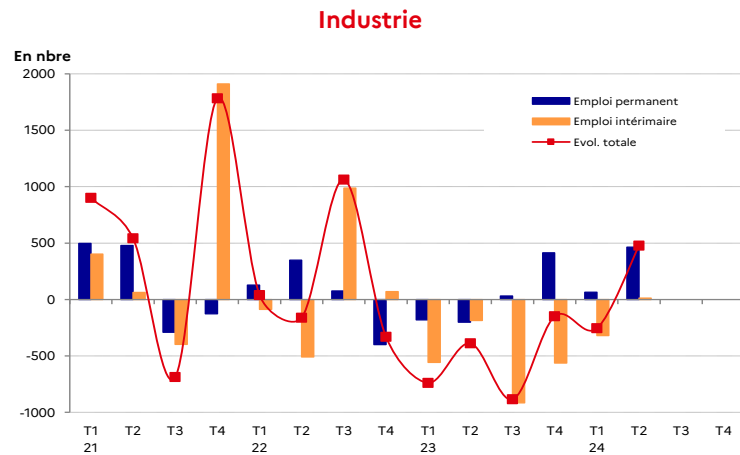
(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

## Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge
  - et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)
- Sources : Acooss-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

# L'emploi frontalier

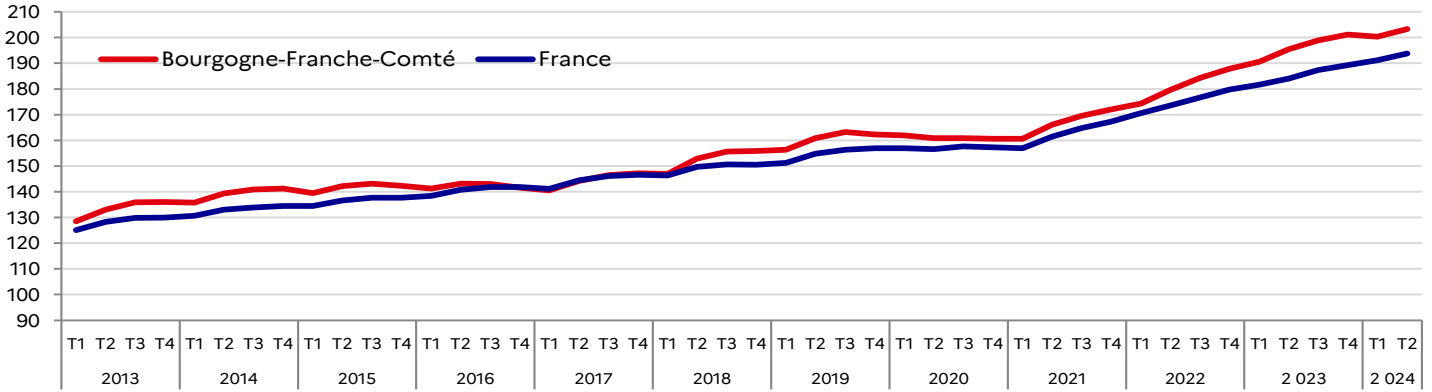
## Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

2 <sup>ème</sup> trimestre 2024	Actifs occupés RP 2021	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	250 359	222 830	22,4	+0,1	+1 820	+0,8	248	0,5	+6,0	+29	+13,2
Doubs	254 900	199 810	20,1	+0,2	+880	+0,4	33 883	70,7	+1,4	+1 211	+3,7
Jura	116 590	87 870	8,8	-0,5	-410	-0,5	7 950	16,6	+1,7	+324	+4,2
Nièvre	80 648	64 610	6,5	-0,2	-230	-0,4	27	0,1	+8,0	+8	+42,1
Haute-Saône	104 664	69 300	7,0	-0,3	-580	-0,8	797	1,7	+3,0	+77	+10,7
Saône-et-Loire	238 264	191 480	19,2	-0,1	-310	-0,2	247	0,5	+5,1	+20	+8,8
Yonne	145 199	109 660	11,0	-0,3	-700	-0,6	33	0,1	+6,5	+8	+32,0
Territoire de Belfort	64 290	49 140	4,9	+0,0	-130	-0,3	4 732	9,9	+0,9	+171	+3,7
<b>BFC</b>	<b>1 254 913</b>	<b>994 710</b>	<b>100,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>+340</b>	<b>+0,0</b>	<b>47 917</b>	<b>100,0</b>	<b>+1,5</b>	<b>+1 848</b>	<b>+4,0</b>

Sources : INSEE - RP 2021; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

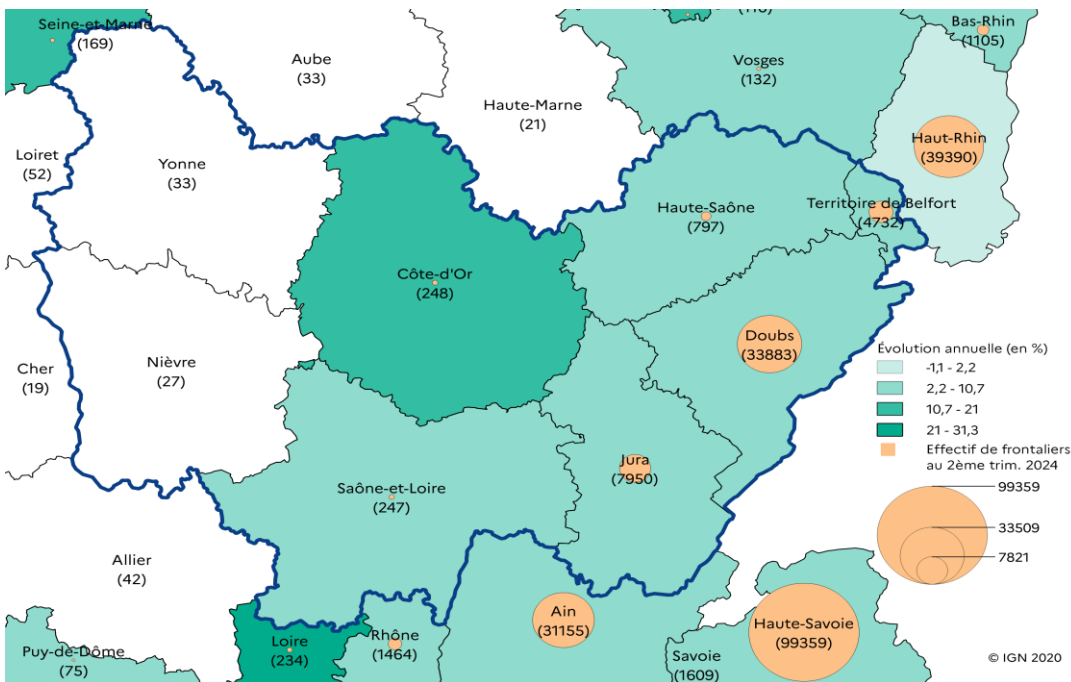
## Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Source : OFS

## Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



**Lecture :** L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de + 3,7 % dans le Doubs. Ce département comptabilise 33 883 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

**Champ :** Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

**Source :** Office Fédéral de la Statistique

# Les prestations de solidarité et d'insertion

## Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

2 <sup>ème</sup> trimestre 2024	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS (au 1T 2024)	
	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle
<i>données brutes provisoires</i>								
Côte d'Or	9 627	-0,9	37 673	-2,7	9 137	+4,6	1 383	-8,0
Doubs	12 320	-0,7	32 663	-4,0	10 493	+1,4	1 453	-11,0
Jura	3 413	-3,1	15 150	-4,8	5 570	+3,1	567	-7,1
Nièvre	5 680	+0,4	13 397	-3,2	6 497	+2,1	703	-4,5
Haute-Saône	3 947	-0,8	14 873	-4,1	5 920	+5,7	853	-6,9
Saône-et-Loire	9 483	-6,3	35 847	-4,6	12 710	+4,4	1 683	-11,2
Yonne	8 693	-0,5	22 520	-3,6	7 860	+1,1	1 080	-7,2
Territoire de Belfort	4 070	-4,2	9 380	-4,2	2 723	+9,2	583	-6,9
<b>BFC</b>	<b>57 233</b>	<b>-2,0</b>	<b>181 503</b>	<b>-3,8</b>	<b>60 910</b>	<b>+3,4</b>	<b>8 305</b>	<b>-8,6</b>

\* Moyenne trimestrielle.

### - RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :

Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

### - AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :

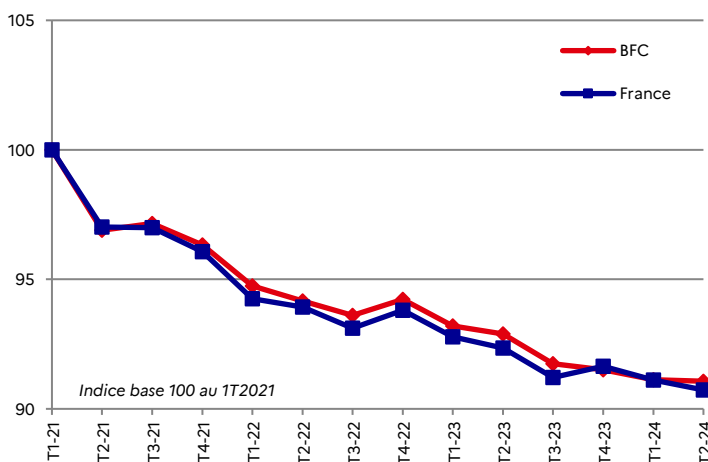
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

### - ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :

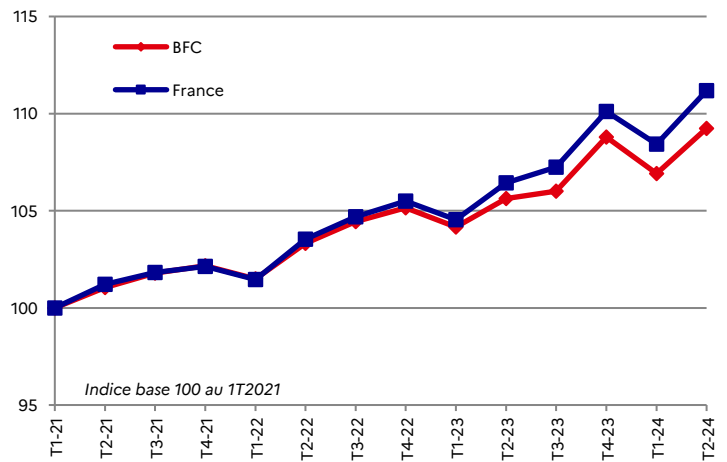
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; France Travail, FNA.

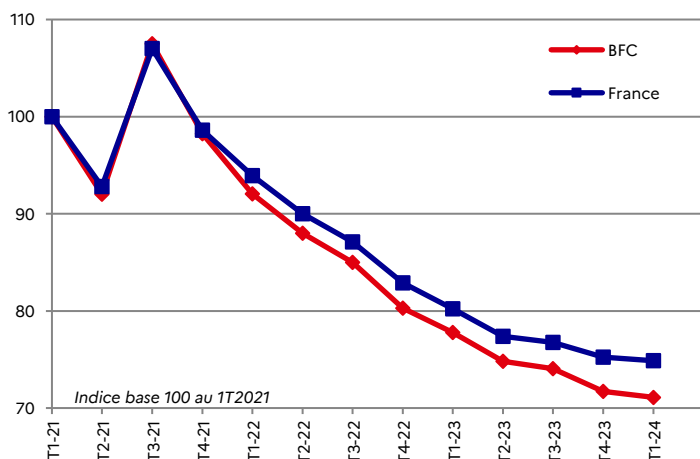
#### Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



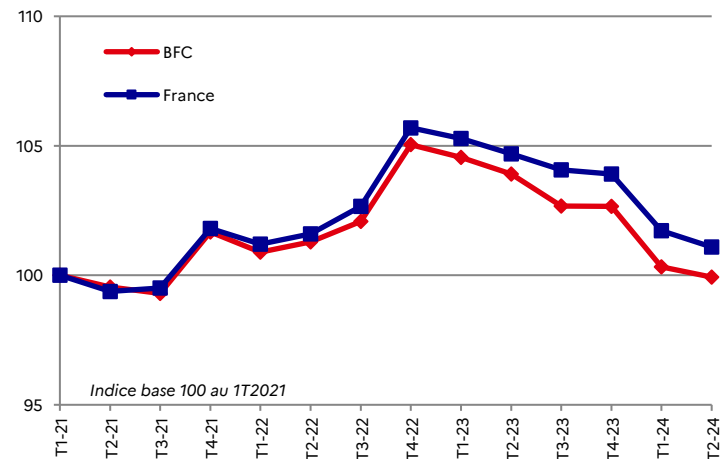
#### Nombre d'allocataires de l'AAH



#### Nombre d'allocataires de l'ASS



#### Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité



# Les données départementales

## Les demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
<b>DEFM Cat. A - 3<sup>ème</sup> Trim. 24</b>	<b>18 100</b>	<b>22 040</b>	<b>7 920</b>	<b>6 630</b>	<b>8 150</b>	<b>19 510</b>	<b>12 750</b>	<b>7 100</b>	<b>102 190</b>
Variation (en %) sur 1 Trim.	+0,7	+2,5	+1,3	+0,9	+1,0	-0,3	+0,8	+1,7	+1,1
Variation (en %) sur 1 an	+0,7	+5,2	+0,8	+1,7	+1,4	-0,9	+3,7	+5,7	+2,1
Hommes	9 380	11 960	4 140	3 550	4 230	9 940	6 900	3 760	53 860
Femmes	8 710	10 080	3 780	3 080	3 910	9 570	5 850	3 340	48 320
<25 ans	2 560	3 190	1 130	990	1 190	2 750	1 810	1 020	14 630
25-49 ans	10 600	13 190	4 510	3 600	4 480	10 590	7 220	4 220	58 420
>50 ans	4 930	5 660	2 280	2 030	2 480	6 170	3 720	1 860	29 140
DELD (Cat. A, B, C)	16 360	17 400	6 930	5 320	7 110	18 180	10 420	4 850	86 570
Taux de chômage 2 <sup>ème</sup> Trim. 24	5,7	6,8	5,2	6,8	6,5	6,6	7,2	8,7	6,5

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares ; Insee

## Les difficultés d'entreprises

	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
<b>Défaillances 3<sup>ème</sup> Trim. 24</b>									
Nbre ouvertures procédures	85	85	60	30	34	103	68	22	487
Evolution annuelle (en %)	+11,8	-9,6	+36,4	+11,1	-27,7	+10,8	+28,3	-24,1	+5,2
<b>Trav. Temporaire 2<sup>ème</sup> Trim. 24</b>									
Effectifs	6 130	7 380	3 230	1 600	2 930	6 480	3 850	1 340	32 940
Evol./trim. précédent (en %)	-3,5	+0,7	-7,9	-3,2	+3,2	-0,2	-3,4	+0,3	-14
<b>Activité Partielle 2<sup>ème</sup> Trim. 24</b>									
Nbre d'heures consommées	21 276	119 768	26 280	15 030	52 150	24 119	24 003	24 635	307 261
Evol./trim. précédent (en nbre)	-25 289	-266 912	-30 837	+8 047	+2 264	-24 583	-4 798	-6 213	-348 321

Sources : Défaillances : Société ALTARES-BODACC ; Travail temporaire : DARES (DSN) et France Travail ; Activité partielle : DARES/Dreets BFC

## Les politiques d'emploi

Données provisoires	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
<b>PEC 3<sup>ème</sup> Trim. 24</b>	<b>74</b>	<b>103</b>	<b>73</b>	<b>59</b>	<b>73</b>	<b>129</b>	<b>61</b>	<b>42</b>	<b>614</b>
Cumul 2024	176	286	171	123	168	303	163	110	1 500
<b>PACEA 3<sup>ème</sup> Trim. 24</b>	<b>413</b>	<b>531</b>	<b>97</b>	<b>176</b>	<b>261</b>	<b>596</b>	<b>215</b>	<b>221</b>	<b>2 510</b>
Cumul 2024	1 057	1 422	335	502	719	1 654	667	609	6 965
<b>IAE 1<sup>er</sup> Trim. 24</b>	<b>330</b>	<b>460</b>	<b>265</b>	<b>162</b>	<b>156</b>	<b>449</b>	<b>351</b>	<b>115</b>	<b>2 288</b>
Cumul 2023	330	460	265	162	156	449	351	115	2 288
<b>Apprentissage 2<sup>ème</sup> Trim. 24</b>	<b>176</b>	<b>170</b>	<b>60</b>	<b>70</b>	<b>52</b>	<b>179</b>	<b>84</b>	<b>36</b>	<b>827</b>
Cumul 2024	555	451	162	162	152	434	222	102	2 240

Sources : CAE-PEC : DGEFP ; PACEA : I-Milo et DGEFP ; IAE : ASP, traitement DARES ; Apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA) - Tous secteurs

## Les effectifs salariés dans les grands secteurs d'activité

### Emploi salarié total (marchand et non marchand)

2 <sup>ème</sup> Trim. 2024	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
<b>Agriculture :</b>									
Effectif	5 110	1 810	1 700	1 300	1 330	3 570	3 070	100	17 980
Evol./trim. Précédent	-0,6	-0,9	+0,4	-1,6	-0,9	-0,3	-1,7	+0,9	-0,7
<b>Industrie :</b>									
Effectif	27 030	39 300	19 050	8 460	15 720	34 280	17 460	7 460	168 760
Evol./trim. Précédent	+0,5	+1,0	-0,3	-0,5	+0,9	-0,2	-0,3	+0,0	+0,3
<b>Construction :</b>									
Effectif	12 700	9 780	5 500	3 190	3 430	11 150	5 640	2 110	53 500
Evol./trim. Précédent	+0,2	-1,0	-0,9	-0,6	-2,4	-0,9	-1,4	-1,4	-0,8
<b>Tertiaire (y compris intérim) :</b>									
Effectif	177 990	148 920	61 620	51 660	48 830	142 490	83 490	39 470	754 460
Evol./trim. Précédent	-0,0	+0,0	-0,5	-0,1	-0,6	-0,1	-0,1	+0,1	-0,1
<b>Total :</b>									
Effectif	222 830	199 810	87 870	64 610	69 300	191 480	109 660	49 140	994 710
Evol./trim. Précédent	+0,1	+0,2	-0,5	-0,2	-0,3	-0,1	-0,3	+0,0	-0,1

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - données CVS